

Monsieur l'Orateur pour conclure, je voudrais demander bien sincèrement—et il est regrettable que le premier ministre ne puisse être ici—ce qu'entend faire le gouvernement? Combien de temps allons-nous attendre encore? Je ne puis apporter d'autres raisons que celles que nous a fournies le premier ministre aujourd'hui et il y a quelque temps déjà. Pour résumer son exposé à une seule expression, le premier ministre a dit en fait au Biafra de se rendre. Nous avons succombé. Nous croyons maintenant que la famine est un moyen légitime de guerre; en conséquence, utilisons-le et rapidement, afin que le conflit finisse.

Pour certains, c'est une théorie attrayante. C'est celle qu'a adoptée le gouvernement du Royaume-Uni et je serais tenté de croire qu'il la préconise encore. Il est attristant de songer que notre gouvernement appuie entièrement une politique de suppression des Biafrais par la famine.

• (8.50 p.m.)

Réuni à Montréal hier soir, le Conseil canadien des Églises a adopté une résolution qui, je le présume, est parvenue à l'attention du gouvernement. Le Conseil prie instamment le gouvernement:

1. D'accentuer ses efforts pour hâter le règlement pacifique du conflit entre le Nigéria et le Biafra.
2. De protester de nouveau vigoureusement auprès de tous les gouvernements qui fournissent des armes quelconques ou permettent le transfert d'armes à l'un ou l'autre camp.
3. D'exprimer aux gouvernements belligérants notre inquiétude à l'égard de ceux qui subissent des souffrances prolongées et profondes, et de réclamer impérieusement de ces gouvernements une trêve immédiate.
4. D'inviter les Nations Unies, l'Organisation pour l'unité africaine, et les organismes internationaux à prendre toutes les mesures nécessaires à un règlement juste et durable.

Le paragraphe suivant s'applique particulièrement à la résolution dont la Chambre est saisie:

5. D'accroître son programme de secours destinés aux victimes des deux camps, et d'apporter une aide maximale aux organisations non gouvernementales fournissant une assistance réelle.

J'ai noté que cette résolution a été soumise à la Conférence catholique canadienne qui se tient aujourd'hui et demain à Ottawa. Je suppose que cette conférence adoptera une résolution similaire à celle que je viens de lire. Au Canada, les Églises de toutes confessions, qui représentent des millions de fidèles, ont manifesté leur désir de voir le gouvernement passer aux actes. Il est impératif que nous ne nous laissions pas bernier par un subterfuge ou des arguments peu convaincants. Je

[M. MacDonald.]

demande au gouvernement d'étudier, dans le calme et la tranquillité qui feront suite à ce débat, les propositions qui ont été spécialement mises au point par des représentants de Canairelief, qui ont rencontré aujourd'hui des représentants du cabinet. C'est par hasard que les deux principaux représentants de cette organisation rencontrent personnellement le premier ministre le jour même où nous avons cette question à l'ordre du jour. Tous les Canadiens se réjouissent à l'avance à l'idée des initiatives concrètes que le gouvernement leur annoncera. Nous espérons tout particulièrement que le premier ministre fera une déclaration dans les 24 heures.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):

Monsieur l'Orateur, j'ai été très honoré cet après-midi de pouvoir appuyer la motion présentée par le député de Greenwood (M. Brewin). Puis-je également dire que j'ai été très déçu ce soir, par les remarques du député de Burnaby-Seymour (M. Perrault). Elles n'ont ajouté que peu de choses à notre débat. Une chose en particulier m'a semblé bizarre. Parlant des pays sociaux-démocrates d'Europe du Nord, il a dit qu'ils acceptaient sans réserve la position adoptée par le gouvernement canadien. Puis-je rappeler aux députés que les pays qui appartiennent à ce groupe, la Suède en particulier, ont aidé la Joint Church Aid et que leur position est donc similaire à la nôtre à ce sujet et à celle envisagée dans cette résolution.

Au fond, cette motion demande au gouvernement d'aider Canairelief, car c'est la seule organisation qui aide le Biafra actuellement. Je demande ce soir aux députés et particulièrement à ceux du parti ministériel de considérer cette question sous l'angle moral et non politique. Ne parlons pas des complexités du droit international et ne nous embarrassons pas de détails, comme le premier ministre, car la faim a déjà fait deux millions de victimes au Biafra depuis le début de la guerre. Cette situation n'existait pas avant. Aujourd'hui, les Biafrais meurent parce qu'ils ne communiquent pas avec le monde extérieur. On me dit qu'il meurt une personne toutes les 40 secondes au Biafra; ainsi, pendant que je vous parle, quelqu'un succombe là-bas. Pendant que les députés des deux côtés de la Chambre discutent la question, qu'ils se livrent à une polémique politique, des Biafrais expirent. Il faut, autant que possible, tâcher d'atténuer les souffrances de ce peuple en secondant Canairelief dans sa mission, mais il faut aussi essayer de mettre fin à la guerre.

Si nous agissons, peut-être pourrions-nous contribuer à mettre fin à la guerre et à régler le différend, car le Canada a la confiance des